

Les responsables religieux internationaux appellent à mettre fin à «l'état de profonde rupture» de la politique migratoire européenne

25 septembre 2020

Une dizaine d'organisations religieuses mondiales et régionales ont publié une déclaration de soutien à la situation des personnes migrantes et réfugiées en Europe qui définit leur vocation en tant que chrétien-ne-s à «accueillir l'étranger et l'étrangère» et exhorte à la création d'un monde dans lequel «nous devenons humain-e-s, ensemble».

«La solidarité devrait être le principe directeur de la migration et en particulier, de l'accueil de réfugié-e-s», affirme le texte. «Nous attendons de l'UE qu'elle rejette les discours et politiques de peur et de dissuasion et qu'elle adopte une position de principe et une pratique de compassion fondée sur les valeurs fondamentales sur lesquelles l'Europe est bâtie.»

Les organisations ont publié la déclaration en amont de la présentation par la Commission européenne de son nouveau Pacte sur la migration le 23 septembre.

«Nos organisations représentent des Églises à travers l'Europe et le monde ainsi que des organismes rattachés aux Églises particulièrement impliquées auprès des personnes migrantes, réfugiées et requérantes d'asile», peut-on lire dans la déclaration. «En tant qu'organisations chrétiennes, nous sommes profondément engagées en faveur de la dignité inviolable de toute personne humaine créée à l'image de Dieu et des concepts de bien communs, de solidarité mondiale et de défense d'une société qui accueille les personnes étrangères, se soucie de celles qui fuient le danger et protège les plus vulnérables.»

La déclaration fait référence au récent incendie du camp de Moria qui a laissé 13 000 personnes migrantes sans logement.

«Les événements survenus dans la nuit du 8 septembre 2020 dans le camp de Moria et au cours des jours qui ont suivi ont à nouveau révélé l'état de profonde rupture de la politique européenne en matière de migration et d'asile ainsi que les souffrances qu'elle a engendrées», déplore le texte, mentionnant «le désespoir des personnes en quête de protection qui se voient souvent forcées de vivre des années dans des conditions inhumaines, la colère et la frustration des habitant-e-s qui ont le sentiment que l'Europe les a abandonné-e-s face au défi de l'accueil et des soins, la réponse actuelle qui s'est attelée aux symptômes d'un problème autrement plus vaste sans pour autant aborder la cause réelle, et une réaction de l'UE qui dit la sympathie, mais fait montre d'un profond manque de responsabilité sans engagement concret pour venir en aide à celles et ceux ayant besoin de protection ainsi qu'à l'État grec et aux populations locales qui les accueillent» stipule le texte. «Le COVID-19 et ses conséquences ont, dans bien des régions, rendu la situation au demeurant déjà difficile dans ces pays et pour les populations déplacées qu'ils accueillent plus précaire encore, que ce soit pour des raisons de manque d'hygiène dans les installations ou par la réduction dramatique des rations alimentaires et de toute autre aide leur

étant destinée», est-il indiqué. «Les restrictions généralisées imposées aux déplacements dans et au-delà des frontières dans le sillage de la pandémie ont restreint davantage l'accès des populations à une protection. En outre, la survie économique de nombreuses personnes en mouvement et de leurs hôtes a été mise en péril par les confinements et mesures associées qui ont touché plus durement les personnes employées dans le secteur informel et ont eu des conséquences disproportionnées sur les femmes et leurs moyens de subsistance.»

Les organisations religieuses s'engagent à plaider «une approche plus digne de l'accueil, de la protection et du soin des personnes en mouvement». Elles déclarent que «les Églises et les organismes rattachés aux Églises ont été, et seront proactifs dans l'accueil avec compassion et la défense de l'intégration sociale et d'une coexistence juste et pacifique en Grèce, dans toute l'Europe et au-delà».

La déclaration fait également mention du discours public qui fait «souvent des personnes migrant-e-s et réfugié-e-s les cibles des discours de haine sur les médias sociaux et l'objet de portraits déformés et déshumanisants dans les médias» et appelle les médias à «respecter la dignité humaine des migrant-e-s et des réfugié-e-s en assurant une couverture équilibrée de leurs récits, en interagissant avec les personnes migrantes et réfugiées et en leur permettant de raconter leur histoire, en évitant les stéréotypes, expressions négatives et toute victimisation et simplification à outrance».

«Nous partageons également la conviction que les valeurs essentielles de l'Union européenne concernant la dignité humaine et le respect des droits humains doivent être reflétées dans ses politiques au quotidien», poursuit la déclaration.

Cette déclaration est cosignée par ACT Alliance, la Communion anglicane, la Commission des Églises auprès des migrants en Europe, la Conférence des Églises européennes, l'Église évangélique de Grèce, le Programme œcuménique pour les réfugiés du Centre d'intégration pour les travailleurs migrants, l'organisation à but non lucratif de l'Église de Grèce, la Fédération luthérienne mondiale, le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens, l'Association mondiale pour la communication chrétienne, la Communion mondiale d'Églises réformées, la Communion mondiale d'Églises réformées (région européenne), le Conseil œcuménique des Églises et le Conseil méthodiste mondial.